



Georges GAREL

Vilnius 1909 - Paris 1979

Ingénieur français d'origine lituanienne, créateur et organisateur du « circuit Garel », réseau de sauvetage des enfants de l'O.S.E. qui porte son nom ; directeur général, puis président de l'O.S.E.-France.

Gregori Garfinkel, qui devait changer son nom pendant l'occupation, naquit le 1er mars 1909 à Vilna - alors chef-lieu de la Lituanie, sous domination russe depuis le XVIII^e siècle -, de Moïse Garfinkel, ingénieur, et de Raïssa Birnbaum. Ses parents quittèrent Vilna en 1912 pour s'installer à Kiev (Ukraine) où il fit ses études primaires ; ils partirent ensuite en 1924 pour Berlin où le jeune homme poursuivit de brillantes études secondaires, avant d'émigrer en 1926 à Paris, où il obtint deux baccalauréats, l'un littéraire, l'autre scientifique, puis deux certificats de mathématiques à la Faculté des Sciences. Il réussit ensuite le concours de l'Ecole Polytechnique de Zurich, dont il reçut en 1932 le diplôme d'ingénieur électricien, dans la même promotion que Claude Bourdet (1909 - 1996), fils de l'auteur dramatique Edouard Bourdet, administrateur de la Comédie Française. Après avoir obtenu la nationalité française en 1934, il suivit, également avec Claude Bourdet, la Préparation Militaire Supérieure, dont ils sortirent tous deux officiers de réserve.

Le destin des deux amis se sépara ensuite : ils ne devaient se retrouver qu'en 1941, au sein de la Résistance. Georges Garel effectua son service militaire au 93^e Régiment d'artillerie de montagne, caserné à Poitiers, puis entra comme

ingénieur à la Compagnie Electromécanique (C.E.M.), tandis que Claude Bourdet, sorti lieutenant d'infanterie, devenait chargé de mission au ministère de l'Economie nationale, puis directeur d'usine, avant d'être mobilisé dans le Jura et sur le front de l'Aisne.

Le 30 août 1939, Georges Garel fut mobilisé comme lieutenant d'artillerie à l'Etat-major du colonel Vallet, qui dirigeait le secteur fortifié de la frontière italienne du Dauphiné ; démobilisé en 1940, il poursuivit son activité d'ingénieur à la C.E.M. de Lyon et reprit contact avec Claude Bourdet, alors chef du secteur de Nice du réseau « F 2 - Vérités », qui s'installa en 1942 à Lyon, afin de diriger avec Henri Fresnay, le journal clandestin du nouveau mouvement qu'ils dénommèrent « Combat ». Bien que Georges Garel ne semble pas avoir été membre du mouvement, il lui prêta un concours très actif, comme en témoigna Claude Bourdet, qui fut arrêté et déporté en mars-avril 1944, après son retour des camps : il obtint pour de nombreux résistants des faux papiers d'identité ou des cartes d'alimentation ; il accepta aussi de prêter son appartement pour l'accueil de personnes recherchées et la tenue des réunions du mouvement. Son adresse servit également de boîte aux lettres à plusieurs réseaux de Résistance. D'autres témoignages lui donnent également un rôle important comme responsable de l'armement des premiers maquis de la zone sud, qu'il céda ensuite pour se consacrer entièrement au sauvetage des enfants juifs. Georges Garel connaissait l'O.S.E. par le jeune avocat Charles Lederman, qui avait été délégué, puis interné volontaire de cette association dans le camp de Rivesaltes, en 1941, mais son engagement effectif date du 23 août 1942, lorsqu'il fut amené à participer, avec l'O.S.E., les Eclaireurs Israélites de France, les « Amitiés Chrétiennes » et plusieurs autres organisations humanitaires, à la commission de « criblage » des 1 200 juifs de la région lyonnaise arrêtés lors des rafles de l'été 1942 et internés au camp de Vénissieux.

Utilisant avec ruse et obstination les circulaires de Vichy concernant les multiples cas d'« exemptions », la commission, composée, entre autres, de l'Abbé Glasberg, Charles Lederman, Gilbert Lesage, Georges Garel et du Dr Joseph Weill

(voir sa notice), parvint à sauver momentanément 160 adultes, dont 80 furent à nouveau interpellés le lendemain, puis 108 enfants. Cet évènement tragique est désormais connu sous le nom de « Nuit de Vénissieux ». Après une seconde nuit, qui fut, de son propre témoignage, « pleine de brutalité et d'angoisse », l'O.S.E. , les « Amitiés Chrétiennes » et « l' Action catholique » de Germaine Ribière refusèrent de rendre les enfants malgré les ordres donnés par Vichy au préfet régional Angéli de « ne pas séparer les familles ». Ils furent dispersés avec de faux papiers dans des institutions catholiques, sous la surveillance de l'O.S.E.

Vers la même date, l'O.S.E. apprit de source sûre le sort horrible réservé aux déportés, prétendument envoyés à l'Est dans des camps de travail ; le Dr Joseph Weill décida de sauver en priorité les enfants. Des pourparlers étaient en cours pour une centaine d' entre eux, en vue de les envoyer aux Etats-Unis et dans certains pays d'Amérique latine ; plusieurs milliers de visas avaient été secrètement accordés par Roosevelt. Le débarquement américain en Afrique du nord et l'invasion de la zone sud par les troupes allemandes mirent fin à cette illusion, à laquelle Vichy et les Allemands s'étaient d' ailleurs opposés pendant de longs mois. L'O.S.E. était devenue depuis 1942 l'une des directions de l'U.G.I.F., mais, en parallèle à sa mission officielle de gestion d'oeuvres sociales, elle décida la création d'un double réseau destiné à sauver les enfants de la déportation.

Le premier réseau, appelé circuit B, dirigé par Andrée Salomon avait pour but de disperser les enfants hors des maisons d'enfants, de leur donner une nouvelle identité et de les convoier vers des cachettes sûres par des itinéraires souvent dangereux, processus que l'on connaît par les rapports du Dr Joseph Weill adressés à Saly Mayer, représentant de l' « American Joint Distribution Committee », à Zurich.

Le second réseau, dit circuit A, composé en partie de personnes non-juives, devait maintenir les contacts nécessaires avec les enfants cachés, afin d'assurer leur entretien matériel, leur sécurité et leur réconfort moral.

En décembre 1942, Lazare Gurvic, directeur de l' O.S.E., menacé d' arrestation, dut se réfugier en Suisse avec sa femme ; Joseph Weill demanda à Georges Garel, de constituer le réseau clandestin permettant camoufler les enfants sous de fausses identités et de les cacher en les dispersant au sein de la population, dans des institutions chrétiennes ou laïques, tout en gardant le contact avec eux, afin de pouvoir rassurer leurs familles, puis les retrouver après la Libération. Les enfants les plus reconnaissables par leur taille, leur accent étranger, leur attachement aux lois alimentaires ou leur nervosité devaient être confiés à d'autres organisations de Résistance, afin de leur faire passer la frontière suisse ou éventuellement les Pyrénées.

Charles Ledermann et le Père de Lubac, un jésuite, avaient été reçus peu de temps auparavant par Mgr Saliège, archevêque de Toulouse, et lui avaient remis un mémoire sur les horreurs des camps d'internement français, sur les arrestations massives et sur les déportations ; ils étaient ainsi à l' origine de la fameuse lettre pastorale de protestation de ce prélat, lue en chaire le 23 août.

Grâce à leur recommandation, Georges Garel fut reçu en décembre 1942 par Mgr Saliège et son coadjuteur, Mgr de Courrèges, mais sans leur signaler qu'il était lui-même juif et membre de l'O.S.E. Il reçut des mains de Mgr Saliège une lettre d'introduction qui lui permit d'entrer en contact avec plusieurs organisations charitables catholiques, dont la principale fut l' « OEuvre diocésaine de Sainte-Germaine », dirigée par Mlle Thèbes qui lui fournit des adresses et des noms de responsables de toute confiance. Il trouva aussi un appui décisif auprès de « l'Aide aux mères de Saint-Etienne, dirigée par Juliette Vidal et Marinette Guy. : près de 300 enfants purent ainsi être rapidement cachés, mais il fallait garder le contact avec eux, pourvoir à leur entretien et développer le réseau dans la zone sud : ce fut la tâche de « circuit Garel », qui se développa de janvier 1943 jusqu'à l'automne 1944, sous l' autorité centrale de Georges Garel (dit Jean-Claude Gasquet), à Lyon.

Afin de s'y consacrer entièrement, il quitta le 20 février 1943 son poste d'ingénieur à la C.E.M. pour devenir collaborateur clandestin de l'O.S.E., sous la « couverture » d'un représentant en porcelaine d'une fabrique de Dieulefit (Drôme), puis le principal dirigeant de l'O.S.E. après le départ du Dr Weill et de sa famille pour Valence, puis Genève, en avril 1943.

Michel Garel a reconstitué l'organigramme du « réseau Garel », tel qu'il fut définitivement organisé durant l'été 1943 et en a décrit les conditions de sa remarquable efficacité. Sa structure comprenait un double échelon, départemental et régional :

1. La région centre-est, dirigée à Lyon par Victor Svarc (dit Souvart), couvrait les départements du Rhône, de l'Ain, de la Loire, de la Haute-Loire, du Puy-de-Dôme, du Cantal et de l'Allier ; elle comprenait 350 enfants.
2. La région sud-est, dirigée à Valence par Robert Epstein (dit Evrard) et Fanny Loiger (dite Laugier), couvrait la Drôme, l'Ardèche, l'Isère, la Haute-Savoie, les Basses-Alpes et les Hautes-Alpes, avec 400 enfants.
3. La région centre, d'abord dirigée à Limoges par Edith Scheftel (dite Jacqueline Estager), puis par Pauline Godefroy, dont le destin tragique mérite une étude particulière, fut déplacé à Châteauroux sous la direction de Simone Weil (dite Werlin) ; elle couvrait la Haute-Vienne, la Creuse, la Corrèze, la Dordogne, l'Indre, auxquels s'ajoutèrent ensuite la Vienne et le Cher, avec 450 enfants.
4. La région sud-ouest, dirigée de Toulouse par Solange Zitlenok (dite Rémy, ou Araignée), couvrait la Haute-Garonne, les Hautes- et Basses -Pyrénées, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, le Lot, le Lot-et-Garonne, le Gers, l'Hérault, l'Aveyron et la Lozère, avec 400 enfants. Le directeur régional fournissait les faux papiers par l'intermédiaire des E.I.F. et du Mouvement de la Jeunesse Sioniste, et répartissait les enfants entre des assistantes sociales, chargées d'un secteur ayant la responsabilité de 30 à 70 enfants, selon les départements.

Plus d'une douzaine d'organisations catholiques, protestants, laïques, officielles ou privées, prêtèrent leur assistance à ce réseau, qui couvrait ainsi trente départements en 4 régions pouvant subsister en autarcie financière pendant trois mois. Un système formé de registres codés, de dossiers individuels et de trois listes déposées à des endroits différents permettait de retrouver toutes les informations concernant les doubles noms des enfants, les parents et

les institutions d'accueil ; il fonctionna malgré tous les aléas, puisque le « réseau Garel » permit de sauver près de 1 500 enfants de l'arrestation. Il n'y eut que quatre déportations à déplorer, mais le bilan concernant les membres, en partie non-juifs, fut malheureusement plus lourd, puisque, sur une centaine de membres, le réseau eut à déplorer l'assassinat ou la mort en déportation de près de trente personnes ; quatre seulement de ses membres revinrent de déportation.

Le réseau fut aussi le point de contact obligé avec les autres organisations de résistance plus spécialisées dans les convois vers la Suisse et, en 1944, vers l'Espagne, ainsi qu'avec les autres filières de camouflage de l'O.S.E. et des organisations juives de Résistance. Le choix des enfants les plus menacés et leur répartition relevait de la responsabilité directe de l'O.S.E., qui en chargea Germaine Masour et Robert Job.

Georges Garel, avait épousé en 1943 à Lyon Lily Tager (dite Elisabeth-Jeanne Tissier) qui fut arrêtée avec sa belle-soeur Raya le 26 novembre 1943 chez M. Pelet, directeur d'une école pour enfants déficients et résistant chargé des liaisons radio avec Londres ; internées au fort de Montluc , elles furent heureusement libérées le 31 décembre.

Charles Lederman, qui épousa après la Libération la soeur de Georges Garel, devint conseiller de Paris puis sénateur ; Claude Bourdet devint député, haut-fonctionnaire, puis journaliste, entamant tous deux de brillantes carrières parisiennes,. Mais Georges Garel ne fut pas tenté par la politique. Nommé directeur-général de l'O.S.E.- FRANCE en 1944, il conserva jusqu' au 31 décembre 1947 ses fonctions, au cours desquelles il eut la lourde tâche d'assurer le retour des enfants, souvent orphelins, la réouverture des maisons d'enfants et des centres médico-sociaux ainsi qu'un important travail social (voir « Histoire de l'OSE après la guerre »).

Il reprit ensuite son poste d'ingénieur à la Compagnie Electro-Mécanique, d'abord à l'usine de Metz comme directeur du service des Constructions

électriques (1948 - 1951), puis à celle de Paris, comme adjoint au directeur des Services techniques, jusqu' en 1974, tout en restant membre du Conseil d'administration de l' O.S.E., dont il devint le président de 1951 à 1978.

On lui doit la publication de plusieurs brochures sur l'action de l'O.S.E. pendant la guerre, des traductions de l'anglais, de l'allemand et du russe, ainsi que de nombreux articles dans la « Revue Générale d' Electricité ». Il décéda le 9 janvier 1979 à Paris d'un infarctus.

Georges et Lily Garel ont eu sept enfants : Jean-Renaud, polytechnicien et biochimiste ; Anne, médecin ; Michel, conservateur des manuscrits hébraïques à la Bibliothèque Nationale de France ; Laurent, médecin, Thomas, normalien et physicien ; Denis, médecin ; et Nathalie, publiciste.

Le succès de l'action de Georges Garel pendant la guerre, ensuite comme directeur-général de l'O.S.E., puis plus tard comme président, est sans nul doute dû à sa personnalité exceptionnelle. Distingué et courtois, doté d'un sens certain de l'humour qui n'excluait pas une rigueur intellectuelle due à sa formation scientifique, c'était aussi un homme de grande culture, parlant parfaitement plusieurs langues. Son autorité naturelle, alliée à un sang-froid peu commun, lui permit de mettre à profit de son expérience professionnelle pour accomplir un exploit sans précédent qui exigeait aussi une résistance physique à toute épreuve, car ses déplacements se firent souvent à pied ou à bicyclette. Selon un témoignage, il aurait même été pris pour un officier allemand dans un hôtel de Limoges occupé par des militaires de la Wehrmacht, à qui il expliquait les moyens de lutter contre un incendie qui s'était déclaré dans l'immeuble !

S'il inspirait la confiance, il savait également la susciter chez tous ses collaborateurs, lesquels lui témoignèrent par la suite un dévouement jamais démenti par les faits. Il resta toujours fidèle à ceux qui avaient travaillé avec lui, ainsi qu'à la mémoire de ceux qui avaient disparu dans la tourmente.

Tous les ouvrages sérieux traitant de l'histoire de la résistance juive en France mentionnent le rôle capital de Georges Garel dans le sauvetage des enfants.

Sources :

Georges Garel, avec la participation de Katy Hazan, Le sauvetage des enfants juifs par l'OSE, édit FMS/Le Manuscrit, 2012.

Michel Garel, Georges Garel , l'organisateur du circuit clandestin de l' O.S.E., dans Bulletin des Enfants cachés, n° 13, décembre 1995, p. 2-3.

« Le travail clandestin de l'O.S.E. », témoignage de G. Garel devant le Centre de documentation sur la persécution nazie, Nice, 1946 (Copie C.D.J.C., CC XVIII - 104, 9 p.)

Témoignage de Claude Bourdet sur le rôle de Georges Garel pendant l'Occupation (1960).

« Mes vingt ans à l'O.S.E. », par Germaine Masour-Ratner, coll FMS/OSE, édit FMS/ Le Manuscrit, 2006.

Renseignements familiaux, aimablement fournis par Lily et Michel Garel.
Georges Weill - Conservateur général honoraire du patrimoine (Tous droits réservés)